

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DECISION N° M_DEC2301_003

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

VU,

- La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des personnes Publiques ;
- Le courrier de Madame Camille TOUTAIN en date du 3 novembre 2022 exprimant son souhait de résilier son bail dérogatoire ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'en application des textes à l'article L.145-5 du Code de commerce et des articles 1714 à 1451-1 du Code civil le bail dérogatoire ne peut excéder 3 ans pour l'exploitation d'un même fonds dans les mêmes locaux ;
- Que rien n'empêche les parties, au nom de la liberté contractuelle, d'y insérer une clause de résiliation ;

DÉCIDE :

- De conclure un avenant de résiliation amiable au bail dérogatoire conclu entre la Ville et Madame Camille TOUTAIN

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le



ID : 076-217604479-20230117-M_DEC2301_003-AU

Par délégation du Conseil Municipal,

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**